

encagoulés se révoltent contre la pauvreté et l'exclusion sociale dont ils se disent victimes depuis plus de cinq-cents ans. La date de leur soulèvement n'est pas choisie au hasard. C'est ce même jour qu'entre en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). Depuis lors, le mouvement zapatiste s'organise pour résister à la stratégie de contre-insurrection du gouvernement, mais aussi à sa politique néolibérale matérialisée notamment par le « Projet d'intégration et de développement méso-américain ».

Les raisons du soulèvement

Bien que le Mexique soit classé quatorzième pays le plus riche de la planète en termes de PIB au début des années 1990, cela n'influence pas le niveau de vie de certaines communautés indigènes du Chiapas. En effet, les richesses sont très inégalement réparties. Dans les campagnes, où réside la majorité des indigènes chiapanèques (Tseltal, Tsotsil, Ch'ol, Zoque, Tojolabal), les conditions de vie sont difficiles et l'accès aux services de base restreint, bien que la région soit très riche en ressources naturelles (minerais, bois, eau, biodiversité). La pauvreté se traduit par une mortalité infantile largement supérieure à la moyenne nationale, notamment due au manque d'accès à une nourriture variée. D'après le rapport faisant suite à la visite au Mexique du rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, un enfant indigène sur trois de moins de cinq ans souffre de malnutrition chronique, contre un sur dix parmi les non-indigènes¹⁵. C'est aussi au Chiapas que les enfants sont le moins longtemps scolarisés, ce qui explique le taux d'analphabétisme le plus élevé du Mexique¹⁶.

Cette situation a révolté des indigènes chiapanèques qui avaient déjà clandestinement créé une armée en 1983. Dix ans plus tard, ils décident donc de prendre d'assaut les cinq

¹⁵ <http://bit.ly/1klmA0g>.

¹⁶ <http://bit.ly/1dozHbr>.

principales villes de la région. Le gouvernement mexicain réprime fortement la rébellion indigène, mais grâce à la pression populaire, un cessez-le-feu est signé après seulement douze jours de combats. S'engage alors pour la première fois un dialogue national entre l'EZLN, le gouvernement et la société civile sur la situation des indigènes, grâce à la médiation de l'évêque Samuel Ruiz. Ce dialogue aboutit en 1996 aux accords de San Andrés, sur la reconnaissance des « droits et cultures indigènes¹⁷ ». Ces accords incluent par exemple le droit de déterminer son mode de vie et supposent ainsi le droit des indigènes à être consultés avant la mise en place de tout projet risquant de l'altérer. Mais malgré cette entente, le gouvernement continue d'envoyer des militaires dans les campagnes et ne respecte pas l'accord conclu. En signe de protestation, l'EZLN rejette les accords de San Andrés en 2001 et interrompt toute négociation avec le gouvernement.

Autonomisation des communautés zapatistes

Les communautés zapatistes s'engagent dès lors unilatéralement dans un processus d'autonomisation pour mettre en pratique dans les territoires qu'elles contrôlent leurs treize revendications : santé, justice, démocratie, toit, éducation, terre, paix, alimentation, liberté, travail, communication, indépendance et culture. Dans un souci de cohérence, les communautés zapatistes rompent toute relation avec le gouvernement et ne bénéficient donc plus d'aucun appui de l'État. Par contre, les communautés rebelles sont accompagnées par les membres du diocèse de San Cristóbal de las Casas qui adhèrent à des revendications zapatistes, notamment à « la recherche de dignité, de justice et de paix, et dans le respect de l'environnement et de la

¹⁷ Texte intégral des accords de San Andrés : <http://bit.ly/18AEeKk>.

vie¹⁸ ». L'évêque Samuel Ruiz fonde ainsi le Centre des droits de l'homme Fray Bartolomé de las Casas qui travaille avec la « population exclue et organisée du Chiapas¹⁹ ».

Les zapatistes continuent aujourd'hui encore de construire leur autonomie, grâce à la création d'écoles, de centres de soins, de banques populaires, de coopératives productrices de café. Le respect du principe *mandar obedeciendo*, « commander en obéissant » (aux ordres du peuple), est toujours d'actualité. En effet, chaque décision importante est prise en assemblée générale, et les membres des « conseils de bon gouvernement » doivent ensuite obéir aux décisions prises par l'assemblée. Cette instance est la plus haute autorité dans l'échelle administrative de l'organisation zapatiste. Des représentants bénévoles, qui sont en rotation constante, y siègent avec des mandats révocables à tout instant.

Les ressources qui permettent aux zapatistes de lutter

La démocratie directe participative est donc l'une des clés de l'organisation politique des zapatistes. Sur le terrain, les avancées sociales sont difficiles à évaluer. Les zapatistes restent extrêmement pauvres malgré les terres récupérées et travaillées collectivement. Cependant, comme le dit un compagnon zapatiste « les communautés sont peut-être pauvres en termes d'accès aux soins, d'accès au marché du travail ou d'éducation, mais le mouvement zapatiste a donné aux habitants des montagnes du sud-est mexicain des outils pour prendre en main leur avenir, en améliorant leur autosuffisance, en créant une autre éducation, en permettant une plus large participation féminine aux décisions. Cela a enrichi les gens en termes de dignité, mais aussi de fierté de leurs origines mayas. La créativité de toutes ces personnes est évidemment une

¹⁸ Entretien avec le père José Aviles Arriola, vicaire de Justice et Paix à San Cristóbal de las Casas, San Cristóbal de las Casas, le 25 octobre 2013

¹⁹ <http://bit.ly/1jlbavj>, consulté le 7 novembre 2013.

grande ressource, tout comme la perpétuation de nos savoirs ancestraux. Mais la plus grande ressource du mouvement, c'est la ressource humaine, organisée vers un même objectif d'autonomie et d'autosuffisance ».

Les zapatistes ne sont pas tant respectés pour leur courage d'avoir pris les armes, mais plutôt pour la longévité de leur mouvement et son apport essentiel à la démocratie. Aujourd'hui, des sympathisants du monde entier viennent à l'Escuelita²⁰ (la petite école) pour apprendre ce qui a permis de créer une alternative viable. Durant l'été 2013, plus de 1 700 personnes ont afflué du monde entier pour vivre dans des familles zapatistes et participer au cours intitulé « La liberté selon les zapatistes ». C'est le plus grand exercice de communication et d'ouverture de l'EZLN depuis sa création.

Le « Projet méso-américain », pour quel développement ?

Malgré des succès engrangés, la vision des zapatistes se heurte aux projets de développement du gouvernement, pour qui la nature et ses ressources naturelles ne sont qu'un outil au service de la croissance économique.

Le Chiapas jouit d'une situation géographique stratégique. Situé à la frontière sud du Mexique, c'est la porte d'entrée vers le nord du Mexique et les États-Unis, mais aussi une route commerciale inévitable vers le reste de l'Amérique centrale.

Pour développer ce potentiel, le gouvernement a prolongé le plan Puebla-Panamá²¹ au sein du « Projet méso-américain ». Ce pro-

²⁰ La « petite école », créée en été 2013, souhaite prodiguer les apprentissages des zapatistes à des sympathisants du monde entier. Au vu du succès, une deuxième édition a été organisée en décembre 2013.

²¹ Le plan Puebla-Panamá est un plan présenté par le gouvernement mexicain en 2001, destiné à développer le sud du pays et l'Amérique centrale. Ce projet a suscité de vives critiques et une opposition au Chiapas, notamment des paysans devant être délogés de leurs terres.